

20
18

RAPPORT
ANNUEL



INTERPOL

RELIER LES POLICES POUR UN MONDE PLUS SÛR

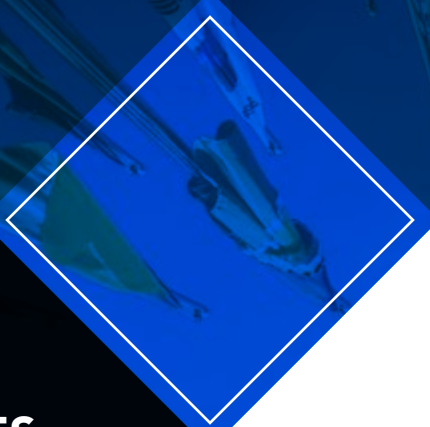


TABLE DES MATIÈRES

- Avant-propos du Secrétaire Général 3
-  **Bases de données..... 4-5**
-  **Lutter contre le terrorisme..... 6-7**
-  **Protéger les groupes vulnérables..... 8-9**
-  **Sécuriser le cyberspace..... 10-11**
-  **Favoriser l'intégrité des frontières..... 12-13**
-  **Porter un coup d'arrêt aux marchés illicites..... 14-15**
-  **Favoriser la sécurité environnementale 16-17**
- Gouvernance 18-19
- Finances..... 20-21

194

Le présent Rapport annuel donne un aperçu des activités que nous avons menées en 2018 pour aider nos 194 pays membres à combattre la criminalité transnationale. Des informations complémentaires sur notre action sont disponibles sur notre site Web, à l'adresse www.interpol.int.



« Le paysage des menaces transnationales a évolué et fait apparaître de nouveaux défis toujours plus complexes. Soutenir et renforcer la coopération des services chargés de l'application de la loi au niveau international est le seul moyen de garder une longueur d'avance. »

AVANT-PROPOS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Je suis fier de présenter le Rapport annuel pour 2018, qui donne un aperçu du travail que nous accomplissons pour soutenir nos pays membres.

La criminalité se mondialise toujours davantage et la coopération internationale entre les polices, par-delà les fuseaux horaires et les langues, est donc plus importante que jamais. Les malfaiteurs et les terroristes se déplacent souvent sous de fausses identités, d'où le caractère indispensable des données biométriques et des informations relatives aux documents de voyage volés s'agissant de les repérer et les arrêter.

Nos bases de données sont au cœur des services que nous offrons aux pays, et la technologie permet aux agents de première ligne d'y accéder en temps réel, notamment aux frontières. Cette année, les services de police du monde entier les ont interrogées 5,4 milliards de fois, et 1,1 million de signalements positifs ont été générés, chacun de ces « hits » faisant progresser une enquête quelque part.

Nous avons apporté un appui opérationnel aux pays dans le cadre de nos programmes mondiaux : Antiterrorisme, Cybercriminalité, et Criminalité organisée et Nouvelles formes de criminalité. Ces opérations sont souvent précédées d'une action de renforcement des capacités et de formation, gage de résultats durables dans chaque pays.

Nos activités sont menées sous la direction de notre instance suprême, l'Assemblée générale, qui représente l'ensemble de nos Membres et s'est réunie cette année à Dubaï au mois de novembre.

La criminalité et ceux qui s'y livrent n'ont de cesse d'innover ; aussi nous efforçons-nous en permanence d'anticiper l'avenir et d'améliorer le soutien que nous apportons à nos Membres et les services que nous leur offrons. Ensemble, nous pouvons rendre le monde plus sûr.

A handwritten signature in blue ink, which appears to read 'Jürgen Stock'.

Jürgen Stock
Secrétaire Général

1 BASES DE DONNÉES



> Nos bases de données criminelles sont au cœur de notre activité : chaque information est une pièce essentielle du puzzle que représente une enquête policière dans l'un ou plusieurs de nos pays membres. En 2018, la quantité de données stockées a augmenté de 11 %, et nous nous sommes également attachés à améliorer la qualité des informations et l'accès à ces dernières, en particulier pour les agents de première ligne.



172 : Le nombre de consultations par seconde de nos bases de données par les policiers du monde entier. En 2018, ce sont au total **5,4 milliards** de recherches qui ont été effectuées (+18 % par rapport à 2017).

1,1 million : Le nombre de signalements positifs dans nos bases de données en 2018, dont **712 000** sur des données nominatives, **289 000** sur des documents de voyage et **143 000** sur des véhicules volés.

91 millions : Le nombre d'enregistrements dans nos bases de données (+11 % par rapport à 2017).

ACCÈS AUX DONNÉES EN PREMIÈRE LIGNE

Fin 2018, 170 pays au total étaient en train d'élargir l'accès à notre réseau sécurisé I-24/7 au-delà de leur Bureau central national (B.C.N.), pour l'étendre à des unités nationales spécialisées ou de première ligne. Les agents en poste aux frontières peuvent ensuite accéder à nos bases de données en temps réel afin d'y trouver des informations portant notamment sur les personnes recherchées et les documents de voyage ou les véhicules volés. Grâce à notre technologie fixe ou mobile (MIND/FIND), cet accès les aide par exemple à repérer les personnes qui cherchent à entrer illégalement sur un territoire ou les combattants terroristes étrangers qui reviennent dans leur pays.



BARRER LA ROUTE AUX COMBATTANTS TERRORISTES ÉTRANGERS

Les bases de données sont au cœur de nos opérations de lutte contre le terrorisme, en particulier celles qui peuvent aider à limiter les déplacements. Elles contiennent des informations sur environ 48 700 combattants terroristes étrangers, qui peuvent s'avérer cruciales pour identifier ceux qui reviennent dans leur pays. Les données sont recueillies en divers lieux stratégiques, tels que les frontières, les zones de combat et les prisons.

48

Nos bases de données ont joué un rôle essentiel dans les 48 opérations de police que nous avons coordonnées en 2018 dans divers domaines de criminalité.

ASSURER LA SÉCURITÉ DES GRANDES MANIFESTATIONS

En 2018, les Cellules INTERPOL de soutien aux grandes manifestations ont apporté leur concours lors de 10 événements sportifs et politiques de premier plan. Ces cellules contribuent à la sécurité de ces manifestations par des recherches dans nos bases de données (informations biométriques, documents de voyage, véhicules et armes à feu faisant l'objet de trafics, et identités de combattants terroristes étrangers). Le transfert de connaissances, la mise en œuvre de bonnes pratiques et les actions de formation qui accompagnent ces manifestations – souvent de courte durée – font sentir leurs effets durablement et peuvent à nouveau trouver leur utilité ultérieurement.

Lancé en octobre, le **Système de gestion des connaissances du projet Stadia** sert la sécurité des grandes manifestations, notamment sportives et politiques. Il propose une plateforme dynamique permettant d'accéder à des vidéos, des exposés, des rapports, et des flux RSS de médias et de réseaux sociaux.

TRANSFORMER LES INFORMATIONS EN RENSEIGNEMENTS

C'est en les analysant pour les transformer en renseignements exploitables que l'on utilise tout le potentiel des données criminelles. Outre l'utilisation de ces informations pour identifier des suspects, recouper des signalements et dégager des pistes d'enquête, nous gérons également des fichiers d'analyse criminelle spécialisés. Ces derniers associent des informations issues des bases de données et de diverses autres sources pour apporter un éclairage sur la criminalité actuelle – et à venir. Notre Fichier d'analyse sur les stupéfiants a été alimenté par 114 pays en 2018, tandis que d'autres fichiers encore permettent d'obtenir des renseignements sur les explosifs, les marchandises illicites, le dopage et la criminalité organisée.



DES SUSPECTS IDENTIFIÉS GRÂCE À LA RECONNAISSANCE FACIALE

Un ressortissant slovaque âgé de 33 ans, recherché par la République tchèque pour un meurtre commis il y a une dizaine d'années, a été identifié grâce à notre nouvelle base de données pour la reconnaissance faciale lancée en 2016. Alors qu'il était détenu en Argentine dans le cadre d'une enquête, sa photo nous a été envoyée à des fins de comparaison et a permis d'obtenir une concordance avec une personne faisant l'objet d'une notice rouge.

L'unité d'INTERPOL spécialisée dans les malfaiteurs en fuite a reçu du B.C.N. de la Pologne des renseignements selon lesquels une Polonaise recherchée pour blanchiment de fonds et trafic de stupéfiants était susceptible de vivre en Argentine sous une fausse identité. Une photo fournie par le B.C.N. de l'Argentine correspondait à un cliché de notre base de données pour la reconnaissance faciale et la femme a alors avoué sa véritable identité.

Ce sont là deux des 288 visages identifiés cette année grâce à notre système qui associe les repères visuels du visage avec les images enregistrées dans nos bases de données criminelles. Nous disposons à présent plus de 44 000 images communiquées par 137 pays.

LES NOTICES

Nos différentes notices, correspondant chacune à une couleur, sont des demandes internationales de coopération ou des mises en garde permettant aux services de police des pays membres d'échanger des informations essentielles liées à des infractions.

Personnes recherchées



Publiées en 2018:

13 516

Valable à la fin 2018 :

57 347

Personnes disparues



Publiées en 2018:

2 397

Valable à la fin 2018 :

10 886

TOUTES LES NOTICES

Publiées en 2018:

21 025

Valable à la fin 2018 :

92 395

2

LUTTER CONTRE LE TERRORISME



> Les réseaux terroristes étendent loin leurs ramifications et constituent une menace bien au-delà des zones de conflit proprement dites. Nous lançons donc des initiatives visant à aider la police à identifier les terroristes et à faire obstacle à leurs déplacements transfrontaliers. Notre action vise également à repérer et à prévenir d'éventuels attentats qui seraient commis au moyen de matières chimiques, biologiques, radiologiques, nucléaires et explosives.

ÉTABLIR LES PROFILS DES FABRICANTS DE BOMBES

Le projet Watchmaker alerte les services chargés de l'application de la loi du monde entier au sujet d'individus utilisant ou fabriquant des engins explosifs improvisés. Dans le cadre d'une opération menée en décembre, des policiers indonésiens, malaisiens et philippins ont échangé des listes de fabricants de bombes présumés afin de recouper leurs éventuels déplacements transfrontaliers.

30 000

personnes ont été contrôlées aux postes-frontières

6 500

empreintes digitales et images faciales de voyageurs ont été recueillies

OPÉRATION
WATCHMAKER
EN ASIE DU SUD-EST

13 000

passagers ont fait l'objet d'un contrôle de leurs informations

270 000

bagages, cargaisons et véhicules ont été fouillés

À SAVOIR

Les engins explosifs improvisés (EEI) sont la forme d'explosifs la plus répandue dans le monde ; ils tuent et blessent des milliers de personnes chaque année. Arme de prédilection des terroristes, ils sont souvent fabriqués au moyen de produits ménagers courants.

PRÉVENIR LES ATTENTATS COMMIS AU MOYEN D'EXPLOSIFS ARTISANAUX



Nous avons produit un film qui montre que les substances chimiques et les explosifs constituent une menace importante pour la sécurité publique s'ils tombent entre les mains de personnes malintentionnées. Destiné aux services chargés de l'application de la loi, aux services d'urgence et aux autorités sanitaires, ce film donne des informations essentielles sur la manière de repérer les signes avant-coureurs d'un éventuel attentat chimique ou faisant appel à un engin explosif improvisé, et sur la meilleure façon de le signaler. Coordonné par le projet Litmus, il est utilisé dans le cadre de très nombreuses formations et a remporté un Dauphin d'or au festival Cannes Corporate Media and TV Awards.

« Les champs de bataille des zones de conflit peuvent fournir aux services chargés de l'application de la loi les informations et les éléments de preuve dont ils ont besoin pour identifier et arrêter des combattants terroristes étrangers susceptibles de se rendre sur d'autres théâtres d'opération ou de rentrer dans leur pays. »

MI-LEX – ÉCHANGE DE DONNÉES ENTRE LES FORCES ARMÉES ET LES SERVICES CHARGÉS DE L'APPLICATION DE LA LOI

TRANSMISSION AUX POLICIERS DE PREMIÈRE LIGNE DES DONNÉES RECUEILLIES SUR LES THÉÂTRES D'OPÉRATION



Notre modèle d'échange Mi-LEx, le premier du genre, permet aux premiers intervenants des forces armées de partager avec INTERPOL des informations déclassifiées sur les combattants terroristes étrangers recueillies sur le champ de bataille. Dans nos pays membres, les utilisateurs autorisés des services chargés de l'application de la loi de première ligne peuvent alors accéder à ces informations pour identifier ces individus.



1
L'armée recueille des informations sur le théâtre d'opération

2
Ces informations sont déclassifiées et partagées avec le Bureau central national INTERPOL (B.C.N.) concerné

3
Le B.C.N. INTERPOL traite les données criminelles dans le respect de la réglementation de l'Organisation

4
Les informations sont saisies dans nos bases de données mondiales et dans nos fichiers d'analyse

5
Les utilisateurs de première ligne autorisés de nos pays membres accèdent à ces informations via notre réseau de communication sécurisé.

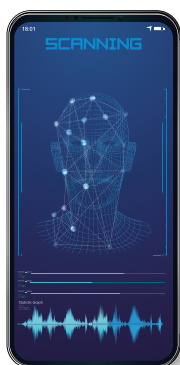
Notre projet relatif au recueil d'éléments de preuve sur les champs de bataille a organisé la formation de 40 militaires irakiens sur la manière de préserver une scène de crime dans un tel environnement. Cette formation était complétée par des instructions et une documentation produites en collaboration avec le Centre d'excellence pour la stabilisation policière de l'OTAN.

LA BIOMÉTRIE COMME OUTIL DE LUTTE CONTRE LE TERRORISME

INFORMATIONS RELATIVES AUX COMBATTANTS TERRORISTES ÉTRANGERS DANS NOS NOTICES ET DIFFUSIONS :



1 000
empreintes digitales



14 000
images faciales

Les données biométriques (images faciales, empreintes digitales, etc.) peuvent permettre d'identifier avec précision les combattants terroristes étrangers et autres suspects utilisant une fausse identité. Le projet First (Facial Imaging, Recognition, Searching and Tracking – imagerie et reconnaissance faciales, recherche et suivi de visages) aide les pays à partager ces données qui peuvent être recueillies par des agents de première ligne au moyen d'équipements mobiles, avant de faire l'objet de recherches dans d'autres bases de données.

En 2018, les opérations de recueil de données menées dans des prisons à Djibouti, en Iraq, au Mali, au Niger et aux Philippines ont amené les pays membres à publier 581 notices bleues visant à obtenir des informations supplémentaires sur des détenus liés au terrorisme. Cette publication s'est traduite par six signalements positifs concernant des profils figurant dans les bases de données d'INTERPOL.

3

PROTÉGER LES GROUPES VULNÉRABLES



> La traite des êtres humains, le trafic de migrants, l'exploitation sexuelle et le travail forcé ne sont que quelques exemples des dangers auxquels sont confrontés, dans le monde entier, les catégories vulnérables de la population – les enfants ayant particulièrement besoin d'être protégés. Nous entendons lutter contre toutes les formes d'exploitation.

ANALYSER DES INDICES VIRTUELS POUR PROTÉGER DES ENFANTS BIEN RÉELS

Un logiciel très élaboré nous aide à établir des liens entre des victimes, des agresseurs et des lieux, et, ce faisant, à retrouver les pédocriminels et à mettre un terme aux souffrances des enfants.

Une nouvelle version de notre base de données internationale sur l'exploitation sexuelle des enfants a été lancée au mois de juin ; son alimentation en images et en vidéos est facilitée par un outil autonome permettant d'effectuer des téléversements en dehors de la base. Sa compatibilité avec les bases de données nationales fait actuellement l'objet d'un test pilote en vue de renforcer encore les possibilités d'échange de données.

Base de données internationale d'INTERPOL sur l'exploitation sexuelle des enfants (ICSE)

15

Enfants identifiés
chaque jour
en 2018



17 639

victimes identifiées



Plus de

8 000

Pédocriminels identifiés



54

pays + Europol
reliés
à la base de données



« Nos opérations montrent la force d'INTERPOL au travers d'une plateforme mise à la disposition des pays participants – derrière les chiffres, cependant, il y a toujours l'histoire d'une personne, accompagnée de grandes souffrances. »

OPÉRATION LIBERTAD

Près de 350 victimes potentielles d'exploitation sexuelle et de travail forcé ont été secourues au mois d'avril dans le cadre de l'opération Libertad à laquelle ont participé 13 pays des Caraïbes, d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud. Outre des interventions de police coordonnées, des recherches ont également été effectuées dans nos bases de données, générant 30 signalements positifs, dont 25 concernant des documents de voyage volés ou perdus. Des équipements informatiques, des téléphones portables et de l'argent liquide ont également été saisis.



350

victimes potentielles
d'exploitation sexuelle et de
travail forcé ont été secourues



OPÉRATION SAWIYAN - Au Soudan, l'opération Sawiyan a permis de secourir 85 victimes mineures de réseaux criminels impliqués dans la migration illégale, le travail et l'exploitation des enfants, et la mendicité forcée. Nombre de ces victimes travaillaient dans des conditions extrêmes dans des mines d'or exploitées illégalement. Quatorze trafiquants présumés, dont 12 femmes, ont été arrêtés.

UNE VIE MEILLEURE ?

Les passeurs ciblent les membres les plus désespérés et les plus vulnérables de la société, en quête d'une vie meilleure. En 2018, l'une de nos priorités était de repérer les nouveaux modes opératoires, par exemple le nombre accru de fausses offres d'emploi en vue d'obtenir des visas et des permis de travail ; nous avons publié une notice mauve à ce sujet pour alerter les pays membres.

UNE APPROCHE CENTRÉE SUR LES VICTIMES

Des ateliers conçus pour renforcer notre Réseau opérationnel INTERPOL de spécialistes de la lutte contre le trafic de migrants en Amérique centrale et du Sud ont fait appel à des exercices fondés sur des scénarios pour permettre aux enquêteurs de perfectionner leurs techniques d'audition des victimes. Toujours conscients de la nécessité d'une approche globale et internationale dans la lutte contre le trafic de migrants, nous nous sommes réjouis de la participation active de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et de l'Organisation internationale pour les migrations à ces sessions organisées en 2018.

4

SÉCURISER LE CYBERESPACE



> La cybercriminalité englobe toute une palette de menaces et de tendances criminelles qui ne cessent d'évoluer et nous affectent dans notre vie quotidienne – des attaques de virus ciblant les ordinateurs et les systèmes d'information aux infractions traditionnelles commises à l'aide d'Internet. Nous appuyons la police pour lui permettre de garder une longueur d'avance dans ce domaine en lui apportant notre assistance dans le cadre d'opérations, d'activités de renseignement et du développement de capacités.



« Les nouvelles technologies de l'information et de la communication sont étroitement liées à tous les aspects de notre vie et, malheureusement aussi, aux agissements des malfaiteurs. Le Desk INTERPOL sur la capacité de lutte contre la cybercriminalité est un pilier fondamental de notre engagement à lutter à contre la cybercriminalité. »

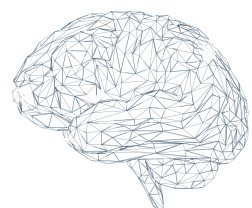
DESK INTERPOL SUR LA CAPACITÉ DE LUTTE CONTRE LA CYBERCRIMINALITÉ

Notre Desk INTERPOL sur la capacité de lutte contre la cybercriminalité dans la région de l'ASEAN collabore avec les 10 pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est afin d'appuyer leurs enquêtes, leurs opérations et leurs activités de renseignement. Il recueille des informations auprès de pays membres et de partenaires privés – des entreprises spécialistes du renseignement sur les cybermenaces – et les transforme en renseignements exploitables. Nous envisageons la création de bureaux similaires dans d'autres régions.

CENTRE DE FUSIONNEMENT SUR LA CYBERCRIMINALITÉ : DU RENSEIGNEMENT AUX RÉSULTATS

Le Centre de fusionnement sur la cybercriminalité est une plateforme sécurisée d'analyse des cyberdonnées reçues de partenaires du secteur privé, du monde universitaire et des pays membres. En 2018, il a publié, à l'intention de ces pays, 246 signalements d'activités cybercriminelles contenant des renseignements exploitables qui ont permis de mener avec succès de nombreuses opérations.

CENTRE DE FUSIONNEMENT SUR LA CYBERCRIMINALITÉ



246

signalements d'activités cybercriminelles

LE DÉFI SUR LA SÉCURITÉ NUMÉRIQUE

On constate une augmentation du nombre des cyberattaques ciblant ou utilisant des objets connectés (équipements domestiques reliés à Internet, comme les télévisions ou les caméscopes). En février, le Défi sur la sécurité numérique a réuni 43 enquêteurs travaillant dans le domaine de la cybercriminalité et experts en criminalistique numérique de 23 pays afin d'enquêter sur une cyberattaque simulée contre une banque, lancée à partir d'un tel objet.

Le Défi simule les nouveaux modes opératoires et les obstacles auxquels sont confrontés les enquêteurs. Il aide ainsi les policiers à acquérir les compétences nécessaires, notamment en ce qui concerne le recueil d'éléments de preuve à partir des objets connectés. L'édition 2018 a été organisée par le B.C.N. de l'Autriche et deux partenaires du secteur privé.



FORMATION AUX COMPÉTENCES POLICIÈRES EN MATIÈRE DE CYBERCRIMINALITÉ

Concernant la cybercriminalité, un programme complet de formation associant cours en ligne et en présentiel permet aux participants d'acquérir les compétences nécessaires pour faire face à l'évolution des infractions dans le monde numérique. En 2018, nous avons formé 164 participants venus de 61 pays membres, parmi lesquels des premiers intervenants, des enquêteurs spécialistes de la cybercriminalité, des analystes en cyberrenseignement, des décideurs, des procureurs et des juges.

À SAVOIR

Il existe déjà plus de 2 000 cybermonnaies et ce chiffre augmente chaque jour.



2 000
cybermonnaies

La monnaie virtuelle franchit si facilement les frontières que les polices nationales peuvent difficilement enquêter sur son utilisation dans le cadre d'activités criminelles sans un soutien international. Les altcoins – qui concurrencent les bitcoins – ont été au cœur des travaux du Groupe de travail INTERPOL sur le dark net et les cybermonnaies lors de sa deuxième réunion, coorganisée par le ministère de la Justice de l'État de Bavière (Allemagne).

5

FAVORISER L'INTÉGRITÉ DES FRONTIÈRES



> Malfaiteurs en fuite, personnes disparues, victimes de trafic, marchandises volées, articles dangereux, utilisation frauduleuse de documents de voyage et d'identité... les agents des postes-frontières terrestres, maritimes et aériens doivent être à l'affût de bien des choses. Nous proposons donc un éventail de compétences et de solutions techniques afin d'aider les services opérant en première ligne à relever ces défis.

À SAVOIR

Près de 3 milliards de recherches ont été effectuées par des agents du monde entier dans la base de données sur les documents de voyage volés et perdus en 2018. Elles ont donné lieu à plus de 289 000 signalements positifs.



Près de **3 milliards** de recherches effectuées



289 000 signalements positifs

CONTRÔLER LES VOYAGEURS DURANT LA PÉRIODE ESTIVALE

Dans le cadre de l'opération Neptune, nous avons déployé des agents dans 11 ports de la Méditerranée pour aider les autorités locales à procéder au contrôle des voyageurs et à détecter les terroristes potentiels pendant la saison touristique estivale.

Cette opération antiterroriste menée aux frontières maritimes a principalement porté sur les itinéraires reliant

l'Afrique du Nord et l'Europe du Sud, suivis par les terroristes et les trafiquants. Elle a mobilisé six pays et reçu le soutien de l'Organisation mondiale des douanes et de Frontex.

Les recherches effectuées dans nos bases de données ont abouti à la détection de quatre combattants terroristes étrangers présumés, ainsi que d'une personne disparue et de 23 personnes voyageant avec des documents de voyage volés ou perdus.

AFFIRMER LE RÔLE DES FEMMES EN PREMIÈRE LIGNE GRÂCE À LA FORMATION À LA SÉCURITÉ DES FRONTIÈRES

Une formation de 10 jours sur la gestion intégrée des frontières a réuni 20 personnes appartenant aux effectifs féminins des services de police et de l'immigration de neuf pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), qui ont appris à repérer les faux documents et à identifier les victimes de la traite d'êtres humains. Soulignant l'importance du renforcement des compétences du personnel féminin au sein des services chargés de l'application de la loi, cette formation a été la première d'INTERPOL dans ce domaine à être proposée exclusivement aux femmes.



« Lorsqu'ils ont un accès direct à des informations critiques, les agents de première ligne peuvent repérer très rapidement les menaces éventuelles et y répondre, ce qui renforce la sécurité nationale, régionale et internationale. »

PRÉVENIR LES DÉPLACEMENTS DES COMBATTANTS TERRORISTES ÉTRANGERS

Notre Groupe de gestion intégrée des frontières aide les pays membres à renforcer leur sécurité aux frontières. D'août 2017 à décembre 2018, il a appuyé le projet Riptide qui avait pour objectif d'empêcher les combattants terroristes étrangers (CTE) de franchir les points de passage frontaliers terrestres, aériens et maritimes en Indonésie, en Malaisie et aux Philippines.

Les membres du groupe ont apporté leur concours à 15 opérations, assuré la formation de 835 agents de première ligne à l'identification des CTE à l'aide de nos bases de données et de nos technologies, et contribué à renforcer la coopération entre les autorités maritimes et frontalières dans cette région aux trois frontières. Ces efforts ont permis l'arrestation de 61 passeurs transnationaux et fugitifs, et l'échange d'informations sur 105 CTE.



RÉPRIMER LA FRAUDE AUX DOCUMENTS DE VOYAGE

INTERPOL et Frontex unissent leurs forces dans le cadre du projet Fields afin de déterminer comment améliorer les contrôles de documents aux postes-frontières de l'UE et dans le but de lutter contre l'utilisation frauduleuse des documents de voyage en associant l'initiative Dial-Doc d'INTERPOL et les fiches de vérification rapide de Frontex. Les experts opérationnels et techniques de sept pays se sont réunis pour examiner et définir les bonnes pratiques et normes futures en matière de vérification des documents de voyage.

RENFORCER LES ÉCHANGES D'INFORMATIONS DE POLICE EN AFRIQUE

L'initiative I-One a été lancée en avril 2018 en vue de moderniser les équipements de 31 Bureaux centraux nationaux d'Afrique. Les postes-frontières étant des lieux clés de détection des malfaiteurs lors de leurs déplacements, I-One aidera les B.C.N., une fois ceux-ci modernisés, à élargir l'accès à notre réseau sécurisé I-24/7 aux policiers de première ligne dans les aéroports et les ports maritimes ainsi qu'aux points de passage frontaliers terrestres, ouvrant ainsi la voie à un contrôle systématique et automatique des voyageurs.



6

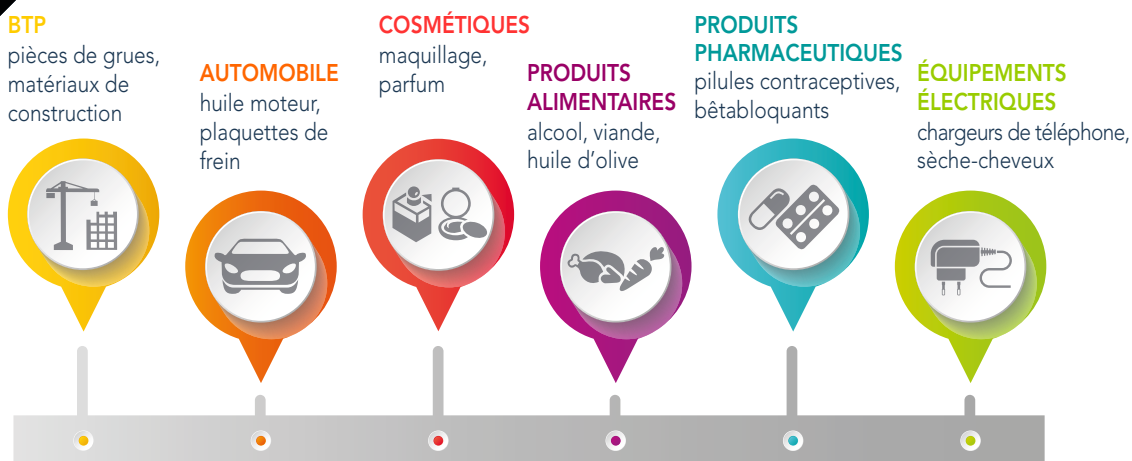
PORTER UN COUP D'ARRÊT AUX MARCHÉS ILLICITES



> On a tendance à associer le terme de trafic à ceux de stupéfiants ou d'armes, mais le nombre de produits illicites qui inondent le marché est infini. Certains sont des produits « authentiques » qui ont été volés tandis que d'autres sont des contrefaçons dangereuses – de produits alimentaires, de pièces détachées et même de jouets. Rien n'est sacré : il existe aussi un marché noir des biens culturels, très lucratif, qui a des liens étroits avec la criminalité organisée.

DES RISQUES POUR LES CONSOMMATEURS

Falsification, contrefaçon, adultération ou non-conformité : aucun produit n'est à l'abri.



À SAVOIR

Dans le monde entier, l'offre de stupéfiants illicites est plus abondante, plus complexe et plus diversifiée que jamais.

Pour lutter contre les groupes criminels organisés et leur financement, notre stratégie consiste à améliorer la qualité et l'analyse des données criminelles recueillies afin de les transformer en renseignements exploitables par nos pays membres. Nous pouvons ensuite apporter un soutien opérationnel aux pays concernés afin de combattre ces formes de criminalité.

FORMATION EN LIGNE SUR LES ATTEINTES À LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'International Intellectual Property Crime Investigators College est un service de formation en ligne destiné aux enquêteurs et traitant des différents niveaux et aspects des atteintes à la propriété intellectuelle. En 2018, de nouvelles formations ayant pour thème la contrefaçon des pièces automobiles et les produits médicaux illicites ont été ajoutées à son programme. En fin d'année, 17 133 utilisateurs représentant

IDENTIFIER LES PAQUETS DE DROGUE

Les malfaiteurs inventent sans cesse de nouveaux types de drogues de synthèse ainsi que des méthodes ingénieuses pour les dissimuler lors du transport. Nous avons assuré une formation sur notre base de données Relief dans laquelle sont stockées des informations sur les marquages des paquets et les logos des comprimés, aidant ainsi les services chargés de l'application de la loi à faire le lien entre des chargements de drogues partout dans le monde. La base de données Relief a été intégrée aux systèmes d'INTERPOL en 2018, en vue de son lancement officiel en 2019.

PROTÉGER LES BIENS CULTURELS

La résolution 73/130 adoptée par l'ONU en 2018 a mis en avant la nécessité, pour les pays, de créer des services de police spécialisés, chargés exclusivement de la protection du patrimoine culturel. Nous fournissons à la fois les outils et les formations qui aident les policiers à distinguer les objets authentiques des contrefaçons, à exploiter au mieux la base de données sur les œuvres d'art volées et à repérer les itinéraires de trafic.

En 2018, 200 experts appartenant aux services chargés de l'application de la loi et aux douanes, ainsi qu'à des ONG, des parquets, des ministères de la culture et des musées, ont été formés dans le cadre d'ateliers sur la lutte contre le trafic de biens culturels.

S'ATTAQUER AVEC FORCE À TOUS LES TRAFICS

Au fil des ans, nos opérations internationales ont fait la preuve de leur efficacité concernant toute une série de produits illicites, et ont donné lieu à des saisies, des arrestations et des enquêtes. En 2018 :

Agir contre les stupéfiants partout dans le monde

OPÉRATION LIONFISH

PAYS CONCERNÉS : 93

PARTICIPANTS : services chargés de l'application de la loi

SAISIES : cocaïne, héroïne, cannabis, captagon

QUANTITÉ : 55 tonnes

BILAN : 1 300 arrestations

Éliminer les produits pharmaceutiques illicites vendus en ligne

OPÉRATION PANGAEA XI

PAYS CONCERNÉS : 117

PARTICIPANTS : police, douanes, autorités de contrôle des médicaments, secteur privé

SAISIES : médicaments et dispositifs médicaux illicites

QUANTITÉ : 500 tonnes

BILAN : 36 arrestations, fermeture de 3 782 sites Web

Mise au jour des liens entre la criminalité organisée et le terrorisme

OPÉRATION TRIGGER IV

RÉGION : Moyen-Orient et Afrique du Nord

PARTICIPANTS : police des frontières (terrestres, maritimes et aériennes)

SAISIES : armes à feu, stupéfiants, argent liquide

QUANTITÉ : 57 armes à feu, 1,5 million en espèces et en stupéfiants

BILAN : 17 arrestations

Protéger une population sans méfiance

OPÉRATION OPSON VII

PAYS CONCERNÉS : 67

PARTICIPANTS : police, douanes, autorités de contrôle des produits alimentaires, secteur privé

SAISIES : aliments et boissons de contrefaçon et non conformes

QUANTITÉ : 3 620 tonnes et 9,7 millions de litres

BILAN : 749 arrestations, fermeture de 66 usines illégales

7

FAVORISER LA SÉCURITÉ ENVIRONNEMENTALE



> Nous avons à l'égard des générations futures l'obligation morale de protéger notre patrimoine naturel contre les malfaiteurs sans scrupules qui, par appât du gain, pillent les ressources, polluent notre planète et détruisent la flore et la faune. Nous collaborons avec nos pays membres et des organisations internationales partageant nos préoccupations pour mener une action de sensibilisation et lutter contre les menaces croissantes qui pèsent sur un écosystème déjà fragile.

OPÉRATION THUNDERSTORM

Les services de police, de douane et de protection des frontières, et les services chargés de l'environnement, des espèces sauvages et des forêts de **92 PAYS** ont uni leurs forces pour démanteler des réseaux actifs dans le domaine de la criminalité liée aux espèces sauvages.

Total des saisies mondiales réalisées durant l'opération Thunderstorm :



30 JOURS CONTRE LA POLLUTION MARINE

Première opération interservices ciblant la pollution marine à l'échelle mondiale, l'opération 30 Days at Sea a mis au jour des centaines d'infractions et révélé des cas de contamination grave dans le monde entier : déversements illégaux par des navires, immersion de déchets en mer, démolitions de bateaux dans des conditions contraires à la réglementation, pollution marine provoquée par des rejets depuis la terre et les rivières, ainsi que des violations de la réglementation sur les émissions des navires.

Au total, ce sont 58 pays du monde entier qui ont pris part à la phase tactique tout au long du mois d'octobre. Quelque 15 000 inspections ont permis de repérer plus de 1 500 infractions liées à la pollution marine et ont donné lieu à 701 enquêtes, qui se sont souvent traduites par des amendes et des poursuites.



Au mois d'août, le navire de pêche STS-50 a été saisi en Indonésie à l'issue de deux ans d'enquête sur sa cargaison illégale de légines et sur ses déplacements. Le bateau avait changé de nom et de pavillon à plusieurs reprises pour tenter de se soustraire à la justice. Notre unité chargée de l'application de la législation relative aux pêches a coordonné cette enquête et apporté son concours aux services chargés de l'application de la loi de 11 pays aux stades des recherches, de l'arrestation, de l'enquête et des poursuites.

© Getty Images

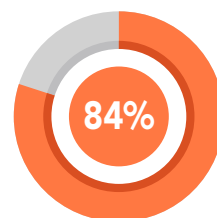


4

En 2018, nous avons publié quatre notices mauves pour attirer l'attention des polices du monde entier sur les modes opératoires en matière de criminalité liée à la pêche. L'une portait sur l'utilisation frauduleuse de pavillons par les navires de pêche et trois visaient à fournir des informations sur des espèces protégées.

À SAVOIR

Lors d'une enquête réalisée par INTERPOL, 84 % des pays ayant répondu ont fait état d'une convergence entre les atteintes à l'environnement et d'autres formes de criminalité.



LA CRIMINALITÉ ENVIRONNEMENTALE EN CONTEXTE LORS D'UNE FORMATION RÉGIONALE

Une formation sur la criminalité environnementale organisée à Ouagadougou (Burkina Faso) a réuni 30 représentants de divers services de sécurité et montré que les atteintes à l'environnement vont souvent de pair avec d'autres infractions comme la fraude aux documents de voyage, la corruption, le blanchiment de fonds et même le meurtre.

LA CRIMINALISTIQUE NUMÉRIQUE SUR LES NAVIRES

Les équipements électroniques embarqués sur les navires sont susceptibles de fournir d'importants éléments de preuve numériques à l'appui des enquêtes sur des infractions aussi diverses que la criminalité liée à la pêche, la piraterie maritime et le trafic de stupéfiants, d'armes à feu et de migrants. La police peut en obtenir des informations sur les réseaux criminels concernés, leurs itinéraires de trafic et leurs modes opératoires.

En décembre, nous avons organisé notre premier séminaire de criminalistique numérique appliquée aux équipements de bord des navires, qui proposait des études de cas et des exercices pratiques pour aider les enquêteurs à mieux appréhender les difficultés existantes et les possibilités offertes.

CRIMINALITÉ FORESTIÈRE : LES EFFORTS DOIVENT SE POURSUIVRE

Nos enquêtes sur les atteintes à l'environnement ont montré que les malfaiteurs enfreignaient la loi de bien des façons tout au long de la chaîne d'exploitation du bois : des pots-de-vin, de la corruption et des faux permis d'exploitation à la conversion illégale des terres et à l'exportation illicite de bois.

Une initiative regroupant différents partenaires et lancée en 2018 avec le soutien du gouvernement norvégien entend s'appuyer sur la mise en commun des compétences et des réseaux afin d'aider les pays d'Amérique latine et d'Asie du Sud-Est à lutter contre la criminalité liée aux forêts.

Nous nous rapprochons également du secteur privé en vue d'étudier la meilleure manière d'exploiter le potentiel des technologies modernes, par exemple pour surveiller et identifier à distance les concessions d'exploitation forestière et les sites de coupe illégale du bois.

Cette question figurait parmi les principaux thèmes de la Conférence mondiale d'INTERPOL sur la criminalité forestière qui s'est tenue en septembre et à laquelle ont assisté 200 experts appartenant à différents secteurs.



GOUVERNANCE

« Notre monde fait face à des changements sans précédent qui représentent d'énormes défis pour la sécurité publique. Pour les surmonter, il nous faut bâtir une passerelle vers l'avenir. »

KIM JONG YANG, PRÉSIDENT.



ORGANE DE DIRECTION SUPRÊME D'INTERPOL L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE



194 PAYS MEMBRES



DÉTERMINE

- Les politiques
- Les ressources
- Les méthodes de travail
- Les finances
- Le programme de travail



ELIT

- Le Comité exécutif



DÉCIDE

- Les décisions sont prises par voie de résolutions
- Chaque pays membre dispose d'une voix, toutes les voix ayant le même poids



PARTICIPANTS

- De hauts responsables des services chargés de l'application de la loi, dont des ministres et des chefs de police
- Des observateurs appartenant à des organisations partenaires
- Des orateurs appartenant au monde universitaire et au secteur privé



87^{ÈME} ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

La 87^{ème} session de l'Assemblée générale d'INTERPOL s'est tenue à Dubaï (Émirats arabes unis) du 18 au 21 novembre 2018. Elle a réuni environ un millier de hauts responsables des services chargés de l'application de la loi de 180 pays. Ils y ont débattu d'un certain nombre de questions relatives à l'action policière, telles que les menaces que représentent les technologies pour la police et les perspectives qu'elles lui offrent, et y ont pris des décisions d'ordre institutionnel.

M. Kim Jong Yang, de la République de Corée, a été élu nouveau Président de l'Organisation, en remplacement de M. Meng Hongwei, de la Chine, qui avait démissionné en octobre.

L'Assemblée a également élu six nouveaux membres au Comité exécutif, qui en comporte 13, donne des conseils et des orientations à l'Organisation et se réunit trois fois par an.

L'Assemblée générale a par ailleurs approuvé l'adhésion de deux nouveaux pays, Kiribati et Vanuatu, portant ainsi à 194 le nombre de pays membres de l'Organisation.

L'échange de données criminelles par l'intermédiaire du réseau d'INTERPOL exige un cadre juridique solide et efficace. Pour s'assurer que l'Organisation continue à jouer un rôle de premier plan dans le traitement des données criminelles internationales, l'Assemblée générale a approuvé la création d'un groupe de travail chargé de réviser son Règlement sur le traitement des données.

L'Assemblée générale a également approuvé l'examen de notre structure de gouvernance afin de faire face aux demandes croissantes auxquelles est confrontée l'Organisation et de s'assurer qu'elle reste adaptée à l'environnement internationale dans lequel nous opérons.

CONFÉRENCES RÉGIONALES

La 46^{ème} Conférence régionale européenne a eu lieu à Dublin (Irlande) du 16 au 18 mai 2018 ; 130 hauts responsables de la police de 52 pays y ont participé.

La 24^{ème} Conférence régionale des Amériques s'est tenu du 10 au 12 juillet à Punta del Este (Uruguay), réunissant 80 participants représentant 31 pays.

Ces conférences ont traité de la criminalité organisée, de la cybercriminalité et de la lutte contre le terrorisme.

CHEFS DES B.C.N.

Les Chefs des Bureaux centraux nationaux (B.C.N.) INTERPOL se sont réunis pour leur 14^{ème} Conférence annuelle, du 10 au 12 avril 2018. Cette rencontre leur permet d'échanger informations, idées et bonnes pratiques, et de s'informer des activités les plus récentes de l'Organisation et des nouvelles ressources qu'elle propose.

LEADERSHIP POUR LE PERSONNEL FÉMININ DES SERVICES CHARGÉS DE L'APPLICATION DE LA LOI

Dans le milieu des services chargés de l'application de la loi, les femmes sont confrontées à des défis particuliers, notamment les stéréotypes liés au genre, l'équilibre entre travail et vie de famille, et les chances d'obtenir des postes à responsabilités.

Pour les aider à surmonter ces difficultés, nous avons organisé à Singapour un séminaire de cinq jours sur le leadership destiné au personnel féminin des services chargés de l'application de la loi. Vingt-deux femmes responsables de services de police et

d'immigration de 10 pays de l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est) et du Canada se sont réunies afin de partager leurs expériences en vue d'instaurer une culture d'ouverture et de diversité au sein des polices de la région.

Ce séminaire leur a apporté des outils visant à promouvoir la diversité de genre et le rôle des femmes dans les services chargés de l'application de la loi, et à créer un solide réseau professionnel de policières.



FINANCES

En 2018, le total des revenus du Secrétariat général d'INTERPOL s'élevait à 134 millions d'EUR, soit une augmentation de 10 millions d'EUR (+8 %) par rapport à 2017.

Les contributions statutaires de nos pays membres étaient de 57 millions d'EUR, soit 43 % de nos rentrées.

Pour financer la croissance de ses activités, l'Organisation s'efforce de plus en plus de trouver des contributions supplémentaires, principalement en provenance du secteur public. Les contributions financières volontaires ont augmenté de 22 millions (93 %) au cours des cinq dernières années et représentent actuellement un tiers de l'ensemble de nos revenus (45 millions d'EUR en 2018). Cette évolution nous a permis de réaliser et de planifier davantage de projets de police sans pour autant avoir à accroître de manière significative les contributions statutaires versées par les pays

Les contributions en nature, comme la mise à disposition d'équipements, de services et de locaux à titre gratuit, ont atteint une valeur de 31 millions d'EUR en 2018. Nous générons également une petite partie de notre financement grâce à des placements financiers.

En 2018, nos charges se montaient à 130 millions d'EUR (+7 % par rapport à 2017) ; elles englobaient nos activités de police et les services institutionnels qui les soutiennent et les rendent possibles.

En fin d'exercice, notre budget présentait un excédent de 3,8 millions d'EUR, contre 2,1 millions d'EUR en 2017.

Revenus en 2018

134
millions d'EUR



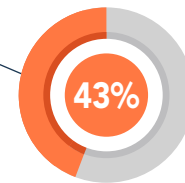
En 2018

+8%

augmentation de
10 millions d'EUR par rapport
à 2017

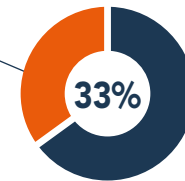
Contributions statutaires de nos pays membres

57 millions d'EUR



Contributions financières volontaires

45 millions d'EUR



Contributions en nature

31 millions d'EUR



Divers

1 million d'EUR

Charges en 2018

130
millions d'EUR



En 2018

+7%
sur 2017



Antiterrorisme

20 millions d'EUR



Criminalité organisée et Nouvelles formes de criminalité

53 millions d'EUR



Cybercriminalité

19 millions d'EUR



Soutien institutionnel (informatique, bases de données, RH, juridique, finances)

22 millions d'EUR



Gouvernance et surveillance

16 millions d'EUR



Le Secrétariat général d'INTERPOL se compose du siège de l'Organisation, en France, du Complexe mondial INTERPOL pour l'innovation (CMII), situé à Singapour, de six Bureaux régionaux en Afrique, dans les Amériques et en Asie, des Bureaux des Représentants spéciaux d'INTERPOL auprès de l'Union africaine, de l'Union européenne et des Nations Unies, et des Bureaux de liaison de Bangkok et de Vienne.

Tous les états financiers vérifiés sont disponibles à l'adresse suivante : www.interpol.int.

PERSPECTIVES



« Nous devons axer nos efforts sur l'innovation afin d'aider nos pays membres à disposer de moyens plus adaptés à l'ère de l'information et à tirer parti des nouvelles technologies pour lutter contre la criminalité.

Nous ne pourrons réussir qu'en étant tous unis par une volonté commune : relier les polices pour un monde plus sûr. »

JÜRGEN STOCK
SECÉTAIRE GÉNÉRAL

194 pays membres

Afghanistan, Kaboul - **Afrique du Sud**, Pretoria - **Albanie**, Tirana - **Algérie**, Alger - **Allemagne**, Wiesbaden - **Andorre**, Andorre
Angola, Luanda - **Antigua-et-Barbuda**, St John's - **Arabie saoudite**, Riyad - **Argentine**, Buenos Aires - **Arménie**, Erevan - **Aruba**,
Oranjestad - **Australie**, Canberra - **Autriche**, Vienne - **Azerbaïdjan**, Bakou - **Bahamas**, Nassau - **Bahreïn**, Bahreïn - **Bangladesh**,
Dhaka - **Barbade**, Bridgetown - **Bélarus**, Minsk - **Belgique**, Bruxelles - **Belize**, Belmopan - **Bénin**, Cotonou - **Bhoutan**, Thimphu
Bolivie, La Paz - **Bosnie-Herzégovine**, Sarajevo - **Botswana**, Gaborone - **Brésil**, Brasilia - **Brunei**, Brunei - **Bulgarie**, Sofia
Burkina Faso, Ouagadougou - **Burundi**, Bujumbura - **Cambodge**, Phnom Penh - **Cameroun**, Yaoundé - **Canada**, Ottawa
Cap-Vert, Praia - **République centrafricaine**, Bangui - **Chili**, Santiago - **Chine**, Pékin - **Chypre**, Nicosie - **Colombie**, Bogotá
Comores, Moroni - **Congo**, Brazzaville - **Corée (République de)**, Séoul - **Costa Rica**, San José - **Côte d'Ivoire**, Abidjan
Croatie, Zagreb - **Cuba**, La Havane - **Curaçao**, Willemstad - **Danemark**, Copenhague - **Djibouti**, Djibouti - **Dominique**, Roseau
République dominicaine, Saint-Domingue - **Égypte**, Le Caire - **El Salvador**, San Salvador - **Émirats arabes unis**, Abu Dhabi
Équateur, Quito - **Érythrée**, Asmara - **Espagne**, Madrid - **Estonie**, Tallinn - **Eswatini**, Mbabane - **États-Unis**, Washington
Éthiopie, Addis-Abeba - **Fidji**, Suva - **Finlande**, Helsinki - **France**, Paris - **Gabon**, Libreville - **Gambie**, Banjul - **Géorgie**, Tbilissi
Ghana, Accra - **Grèce**, Athènes - **Grenade**, St George's - **Guatemala**, Guatemala - **Guinée**, Conakry - **Guinée-Bissau**, Bissau
Guinée équatoriale, Malabo - **Guyana**, Georgetown - **Haïti**, Port au Prince - **Honduras**, Tegucigalpa - **Hongrie**, Budapest
Inde, New Delhi - **Indonésie**, Jakarta - **Iran**, Téhéran - **Iraq**, Bagdad - **Irlande**, Dublin - **Islande**, Reykjavik - **Israël**, Jérusalem - **Italie**,
Rome - **Jamaïque**, Kingston - **Japon**, Tokyo - **Jordanie**, Amman - **Kazakhstan**, Nur-Sultan - **Kenya**, Nairobi - **Kirghizistan**,
Bishkek - **Kiribati**, Tarawa - **Koweït**, Koweït - **Laos**, Vientiane - **Lesotho**, Maseru - **Lettonie**, Riga - **Liban**, Beyrouth - **Libéria**,
Monrovia - **Libye**, Tripoli - **Liechtenstein**, Vaduz - **Lituanie**, Vilnius - **Luxembourg**, Luxembourg - **Macédoine du nord**, Skopje
Madagascar, Antananarivo - **Malaisie**, Kuala Lumpur - **Malawi**, Lilongwe - **Maldives**, Male - **Mali**, Bamako - **Malte**, Floriana
Maroc, Rabat - **Marshall (îles)**, Majuro - **Maurice**, Port Louis - **Mauritanie**, Nouakchott - **Mexique**, Mexico - **Moldova**, Chisinau
Monaco, Monaco - **Mongolie**, Ulaanbaatar - **Monténégro**, Podgorica - **Mozambique**, Maputo - **Myanmar**, Nay Pyi Taw
Namibie, Windhoek - **Nauru**, Yaren - **Népal**, Katmandou - **Nicaragua**, Managua - **Niger**, Niamey - **Nigéria**, Lagos - **Norvège**,
Oslo - **Nouvelle-Zélande**, Wellington - **Oman**, Muscat - **Ouganda**, Kampala - **Ouzbékistan**, Tashkent - **Pakistan**, Islamabad
Palestine, Palestine - **Panama**, Panama - **Papouasie-Nouvelle-Guinée**, Konedobu - **Paraguay**, Asuncion - **Pays-Bas**, La Haye
Pérou, Lima - **Philippines**, Manille - **Pologne**, Varsovie - **Portugal**, Lisbonne - **Qatar**, Doha - **République démocratique
du Congo**, Kinshasa - **Roumanie**, Bucarest - **Royaume-Uni**, Manchester - **Russie**, Moscou - **Rwanda**, Kigali - **Sainte-Lucie**,
Castries - **Saint-Kitts-et-Nevis**, Basseterre - **Saint-Marin**, Saint-Marin - **Saint-Vincent-et-Grenadines**, Kingstown - **Salomon
(Les Îles)**, Honiara - **Samoa**, Apia - **Sao Tomé-et-Principe**, Sao Tomé - **Sénégal**, Dakar - **Serbie**, Belgrade - **Seychelles**, Victoria
Sierra Leone, Freetown - **Singapour**, Singapour - **Sint Maarten**, Philipsburg - **Slovaquie**, Bratislava - **Slovénie**, Ljubljana
Somalie, Mogadiscio - **Soudan du sud**, Juba - **Soudan**, Khartoum - **Sri Lanka**, Colombo - **Suriname**, Paramaribo - **Suède**,
Stockholm - **Suisse**, Berne - **Syrie**, Damas - **Tadjikistan**, Dushanbe - **Tanzanie**, Dar es Salaam - **Tchad**, N'Djamena - **République
tchèque**, Prague - **Thaïlande**, Bangkok - **Timor-Leste**, Dili - **Togo**, Lomé - **Tonga**, Nuku'alofa - **Trinité-et-Tobago**, Port of
Spain - **Tunisie**, Tunis - **Turkménistan**, Ashgabat - **Turquie**, Ankara - **Ukraine**, Kiev - **Uruguay**, Montevideo - **Vanuatu**, Port Vila
Vatican (État de la Cité du), Vatican - **Venezuela**, Caracas - **Viet Nam**, Hanoi - **Yémen**, Sana'a - **Zambie**, Lusaka - **Zimbabwe**, Harare



INTERPOL

À propos d'INTERPOL

Le rôle d'INTERPOL est de permettre aux polices de ses 194 pays membres de travailler ensemble pour lutter contre la criminalité transnationale et rendre le monde plus sûr. L'Organisation gère des bases de données mondiales contenant des informations de polices relatives aux malfaiteurs et aux infractions ; elle apporte également un appui opérationnel et un soutien en matière de police scientifique, fournit des services d'analyse et organise des formations. Ces capacités policières sont mises à disposition dans le monde entier et viennent à l'appui de trois programmes mondiaux : l'Antiterrorisme, la Cybercriminalité, et la Criminalité organisée et les nouvelles formes de criminalité.



WWW.INTERPOL.INT



[INTERPOL_HQ](https://www.instagram.com/INTERPOL_HQ)



[@INTERPOL_HQ](https://twitter.com/INTERPOL_HQ)



[INTERPOLHQ](https://www.facebook.com/INTERPOLHQ)



[INTERPOLHQ](https://www.youtube.com/INTERPOLHQ)